

**MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU
SECTEUR BANCAIRE**

**RAPPORT ANNUEL DE
PERFORMANCE (RAP) DE
L'EXECUTION BUDGETAIRE,
EXERCICE 2021**

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

29 MARS 2022



Table des matières

I-	INTRODUCTION	3
II-	Situation des finances publiques	4
a.	Perspectives de la loi des finances rectificative 2021	4
b.	RAPPEL DES PREVISIONS BUDGETAIRES 2021	6
III-	EXECUTION BUDGETAIRE DE L' EXERCICE 2021.....	8
3-1	Les recettes	9
3-1-1)	Les recettes intérieures.....	9
3-2-2)	les recettes extérieures (aides budgétaires et dons).....	10
b)	Biens et Services.....	13
c)	Les Transferts.....	14
2-3	POUR LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT.....	15
a)	Les Investissements sur financement intérieur	15
IV-	LA DETTE PUBLIQUE.....	16
	Tableau récapitulatif des réalisations budgétaires et des principaux ratios.	17
V-	CONCLUSION.....	18

I- INTRODUCTION

Comme à l'accoutumé, dans le cadre des réformes entreprises par le gouvernement de l'union des Comores relative à la Gestion des Finances Publique, le Ministère de finances, du budget et du secteur bancaire s'engage à produire un rapport annuel sur l'état d'exécution du budget de l'Etat.

Le budget de l'Etat 2021 a pris en compte les orientations du Programme de Développement à l'horizon 2030 et les priorités et choix stratégiques définis par le Gouvernement à travers le programme de 6 mois avec le Fonds Monétaire International (FMI) allant du 1^{er} juillet à décembre 2021 pour permettre de conclure un nouveau programme FEC.

Pour l'année 2021, la politique budgétaire a été orientée de manière spécifique sur la gestion de la sortie de crise sanitaire induite par la COVID-19 et de ses impacts socioéconomiques et financiers. Elle était également consacrée à la mise en œuvre des actions de relance de l'économie à travers une mobilisation des ressources internes et une meilleure allocation et efficacité des dépenses. Toutefois, les actions de relance devront s'inscrire dans un cadre permettant un retour progressif aux équilibres financiers, à travers une mobilisation accrue des recettes fiscales, une meilleure maîtrise des dépenses publiques et un renforcement de la gestion de la trésorerie et de la dette publique. Ce rapport présente l'exécution provisoire du budget général de l'Etat de l'exercice close le 31 Décembre 2021.

Considéré au moment de l'élaboration de la loi des finances 2021 comme étant l'année du relèvement de la crise sanitaire de la pandémie de la COVID-19, après avoir subi les effets néfastes du passage du Cyclone Kenneth en avril 2019. La mise en œuvre de la loi des finances 2021 était sérieusement perturbée par les effets d'une cohorte de mesures prises en 2020 qui devraient permettre de juguler la maladie tout en essayant de préserver les principaux équilibres macroéconomique du pays :

- Fermeture des frontières aériennes,
- Couvre-feu en soirée,
- Fermeture des lieux de cultes, des marchés et des établissements d'enseignements... ect.

Toutes ces mesures allaient ralentir considérablement l'activité économique et sociale. Ce qui a poussé les autorités à mettre en œuvre des mesures d'accompagnement des différentes filières économiques du pays.

Ceci a poussé les autorités de revoir la gestion budgétaire au mois d'octobre en élaborant une loi de finances rectificative permettant prioritairement au secteur sociaux de relever le défi.

II- Situation des finances publiques

Néanmoins et malgré un contexte international et national fortement dépendant de l'évolution de la crise sanitaire liée à la Covid-19, les finances publiques anticipent une situation favorable à la reprise rapide des activités économiques nationales tels que :

- L'ouverture généralisée des frontières
- Porte garantie de l'Etat auprès des banques aux opérateurs économiques du pays pour importer des marchandises de la première nécessité ;
- Allègement des mesures barrières sur certaines festivités coutumières
- Sensibilisation des campagnes de vaccination sur la Covid- 19
- Maintenir le prix de pétrole à la pompe malgré la hausse de prix de baril à l'extérieur,
- Maintenir le coût du fret malgré le coût très élevé des frets à l'international

a. Perspectives de la loi des finances rectificative 2021

L'année 2021 est aussi marquée par la mise en œuvre effective des programmes et des projets de développement tels que prévus dans le Plan de Développement Intérimaire et l'appui financier de nos partenaires dont la Banque Mondiale, ainsi que de l'intensification de la construction et/ou de la réhabilitation des infrastructures économiques stratégiques entre autres.

Au-delà de l'appui financier, la réalisation de la loi des finances rectificative 2021 doit surtout bénéficier i) d'un climat politique apaisé ; ii) de la mise en place des institutions prévues par la nouvelle constitutionnelle de 2018 ; iii) des réformes engagées notamment en matière de modernisation du processus de collecte et de sécurisation des recettes ainsi que l'amélioration de la gestion des dépenses publiques.

La loi des finances rectificative 2021 est conçue pour servir les objectifs macroéconomiques suivants :

- Une croissance économique projetée à 1,5% au lieu de 3,8% initialement prévu;
- Une maîtrise de l'inflation en dessous de la barre des 3% ;
- Un solde primaire de 0,11% du PIB
- Une pression fiscale projetée à 11% (il s'agit ici d'un objectif fondé sur l'élargissement de la base des contribuables ainsi que de l'assiette fiscale).

Au cours de l'exercice de la gestion budgétaire, l'équilibre des grandes masses budgétaires étaient arrêté comme suit :

Libellés des prévisions	Prévisions initiales	Pourcentage du PIB	Prévisions rectificatives	Pourcentage du PIB
Recettes totales	107 003	19,79%	112 468	20,80%
Dépenses totales	119 235	22,05%	126 525	23,40%
Solde globale	-12 231	-2,26%	-19 386	-3,59%
Recettes intérieures	52 484	9,71%	51 510	9,53%
PIB	540 706	100%	540 706	100 %

Au terme de sa mise en œuvre, les principales réalisations sont arrêtées comme suite :

Libellés	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation	Taux de réalisation/ PIB
Recettes totales	112 468 449 039	95 334 679 970	84,77%	17,63%
Dépenses totales	126 525 326 157	98 797 834 312	78,09%	18,27%
Solde globale	-14 056 877 118	-3 463 154 342	24,64%	-0,64%
Recettes intérieures	51 510 135 428	56 763 992 908	110,20%	10,50%
PIB	540 706 000 000	540 706 000 000		100,00%

Dans le cadre de ce rapport nous présentons l'exécution de l'exercice budgétaire 2021.

Dans un premier temps il s'agira de la présentation des résultats obtenus dans la mise en œuvre des prévisions de recettes surtout intérieures. Dans un deuxième temps, il s'agira de voir le niveau d'exécution des dépenses de l'Etat. En fin de rapport, nous émettons quelques indicateurs macro-budgétaires d'analyse de la loi des finances 2021.

b. RAPPEL DES PREVISIONS BUDGETAIRES 2021

Les prévisions budgétaires comparatives par grande masse du budget initialement prévu et la rectificative 2021 sont représentées dans le tableau n°1 ci- dessous.

Ressources et Charges	LDIFI 2021	LDFR 2021	Ecart	Taux de variation	%du PIB / LDFR 2021
Recettes et Dons	107 003	112 468	5 465	4,86%	20,80
Recettes Internes	52 484	51 510	-974	-1,89%	0,10
Fiscales	44 867	44 287	-579	-1,31%	8,19
Dont : Impôts sur le Revenu, Bénéfices et Plus-values	11 914	12 079	166	1,37%	2,23
Dont : Impôts sur les Biens et Services	6 483	5 738	-745	-12,99%	1,06
Dont : Impôts sur le Commerce International	8 855	8 855	0	0,00%	1,64
Dont : Droits d'accises	17 615	17 615	0	0,00%	3,26
'Non- fiscales	7 618	7 223	-395	-5,47%	1,34
Recettes externes (Dons)	54 519	60 958	6 439	10,56%	11,27
<i>dont:</i> Aides budgétaires	4 500	4 500	0	0,00%	0,83
Projets (y compris fonct.et assist.tech.)	50 019	56 458	6 439	11,41%	10,44
Dépenses totale	119 235	126 525	7 291	5,76%	23,40
Dépenses courantes	54 374	52 704	-1 669	-3,17%	9,75
Traitements et salaires	29 830	28 676	-1 154	-4,02%	5,30
Biens et services	10 950	10 492	-458	-4,36%	1,94
Transferts	12 860	12 602	-259	-2,05%	2,33
Intérêts de la dette	733,158	934	201	21,52%	0,17
Solde primaire	-1 889	-1 194	695		-0,22
Dépenses en capital	64 861	73 821	8 960	12,14%	13,65
Maintenance projets (fin. extérieur)			0		0,00
Assistance technique (fin. extérieur)			0		0,00
Investissement sur Financées ressources extérieures	50 019	56 458	6 439	11,41%	10,44
Investissement sur Financées ressources Intérieurs	14 842	14 842	0	0,00%	2,74
Dette publique	3 455	2 521	-934	-37,05%	0,47
Extérieur	2 102	2 521	418	16,60%	0,47
Intérieur	1 352	0	-1 352		0,00
Prêts			0		0,00
Solde global (base ordonnancement)	-12 231	-14 057	-1 826	12,99%	-2,60
PIB	540 706	540 706		0,00%	100,00

Bien que les recettes aient globalement augmenté, on constate une diminution des recettes intérieures de l'ordre de 1.89% alors que les recettes extérieures ont augmenté de manière significative sous l'effet de la prise en compte de certains projets qui n'étaient pas pris en compte dans la loi de finances initiale.

En effet, malgré les efforts consentis par les administrations fiscales et non fiscale, les recettes intérieures ont été impactées par les effets de la pandémie de la Covid 19 qui ont fortement impacté l'activité économique au cours de la période. Les mesures prises par le gouvernement à cet effet ont ainsi été à l'origine de la diminution desdites recettes.

En ce qui concerne les dépenses, elles ont augmenté de 5.76% sous l'effet de la prise en compte des dépenses liées aux investissements. Cette augmentation est à l'origine de la prise en compte des dépenses liées au démarrage des travaux de la construction de l'hôtel GALAWA, l'achat de nouveaux groupes électrogènes pour la SONELEC et la régularisation des dépenses liées à la sécurité intérieur.

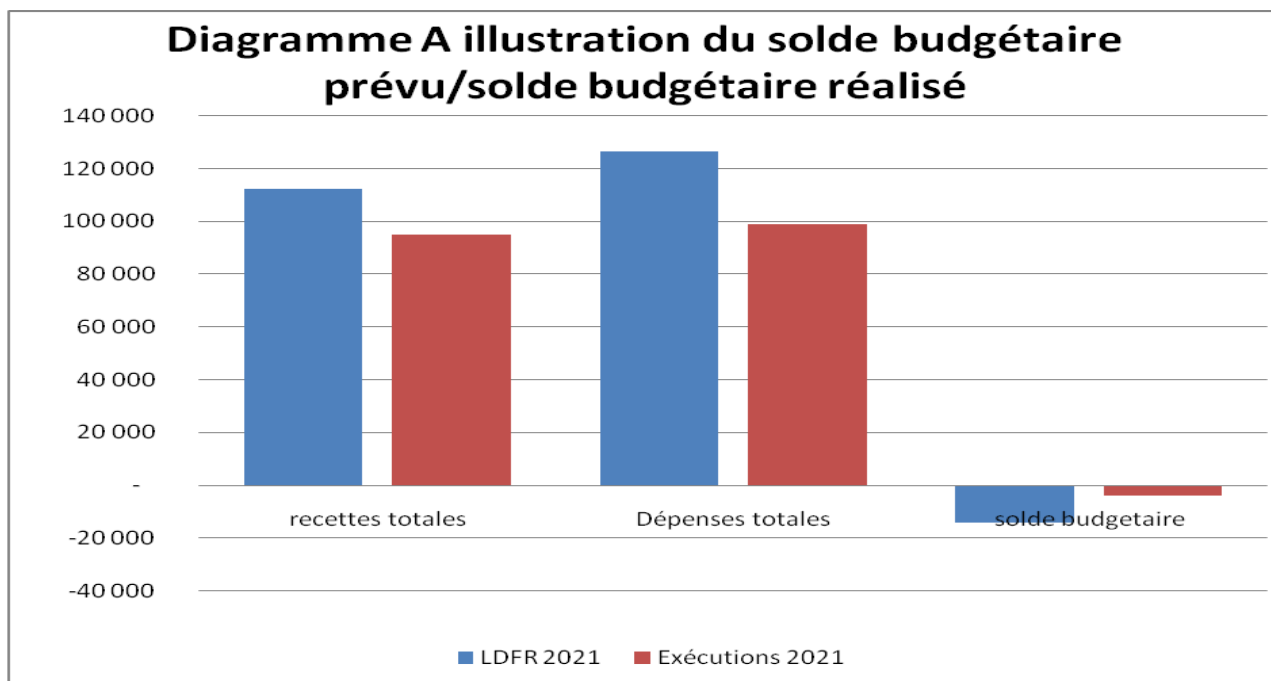
T 2 : Tableau de répartition des prévisions de recettes par structures

Libellé	LDFI 2021 (a)	LDFR 2021 (b)	Ecart (c)=(b)- (a)
RESSOURCES TOTALES	107 003 296 020	112 468 449 039	5 465 153 020
Ressources internes	52 484 387 993	51 510 135 428	-974 252 565
Administration	36 522 730 519	36 154 477 954	-368 252 565
AGID	10 925 360 718	10 596 910 047	-328 450 671
Douanes	20 847 896 355	20 847 896 355	0
Trésor	4 749 473 446	4 709 671 552	-39 801 894
Sociétés d'Etat	15 961 657 474	15 355 657 474	-606 000 000
Ressources extérieures :	54 518 908 027	60 958 313 611	6 439 405 584
Aides budgétaire	4 500 000 000	4 500 000 000	0
Appui projet	50 018 908 027	56 458 313 611	6 439 405 584

SOURCE DGB : BUDGET 2021

III- EXECUTION BUDGETAIRE DE L' EXERCICE 2021

Au cours de l'exercice budgétaire 2021, l'exécution fait sortir un solde budgétaire négatif suivant le diagramme ci-dessous :



L'exécution budgétaire a fait ressortir un solde budgétaire déficitaire à base ordonnancement de 3 462 954 342 fc par rapport à un déficit prévisionnel de 14 056 877 118 fc.

Cette situation est la résultante du fait que la réalisation des recettes intérieures à été de 10,05% supérieure aux prévisions de la LDFR mais aussi l'exécution des dépenses sur les investissements sur financement intérieur ont doublé par rapport à 2020 d'une part. Et d'autre part une augmentation de 2,92% par rapport à 2020 dû aux avancements des agents de l'Etat tout en tenant compte des dépenses payées avant ordonnancement qui n'ont pas été régularisées pour insuffisance des crédits.

Ce qui en résulte un solde budgétaire déficitaire de 5 096 301 595 de fc et génère aussi une accumulation de la dette intérieur.

3-1 Les recettes

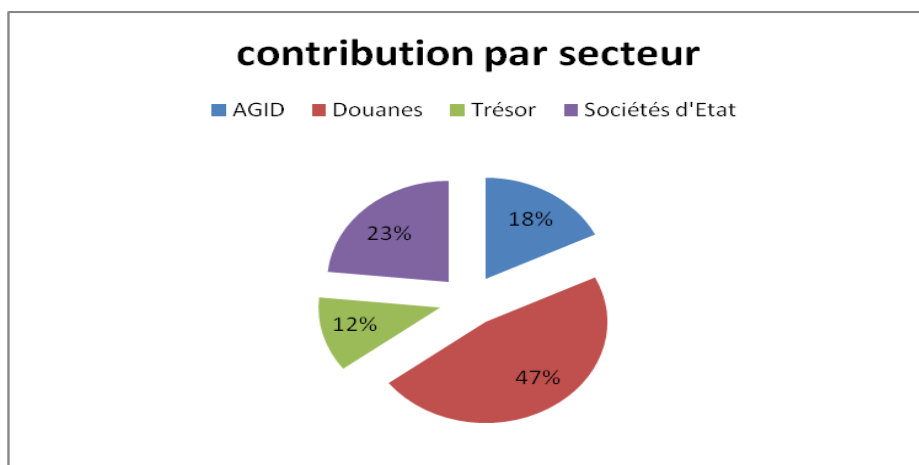
3-1-1) Les recettes intérieures.

Au cours de l'exercice budgétaire 2021 et à travers le tableau N°3 ci-dessous, les recettes sont réalisées à hauteur de 56 763 992 908 fc

T3 : Tableau des recettes réalisées par structures.

Libellé	LDFI 2021 (a)	LDFR 2021 (b)	Réalisation 2021	Tx de réal/LDFR	Tx de réal/LDFI
Recettes internes	52 484 387 993	51 510 135 428	56 763 992 908	110,20%	108,15%
AGID	10 925 360 718	10 596 910 047	10 168 159 758	95,95%	93,07%
Douanes	20 847 896 355	20 847 896 355	26 624 942 195	127,71%	127,71%
Trésor	4 749 473 446	4 709 671 552	6 765 402 936	143,65%	142,45%
Sociétés d'Etat	15 961 657 474	15 355 657 474	13 205 488 019	86,00%	82,73%

Sources : Trésorerie générale des Comores, direction des études de la DGB.



A travers le tableau ci-dessus, on observe que la réalisation des recettes intérieures a globalement dépassé plus de 10,05% par rapport à la prévision annuelle. Ceci est le fruit de performances réalisées par les structures et l'opérationnalisation des caisses enregistrées dans les grandes villes.

Mais le fait le plus marquant est le résultat de la douane de 47% de contribution par rapport aux recettes internes réalisées.

Force est de constater que ce résultat a été obtenu grâce notamment au système de pilotage et de gouvernance mis en place au sein du Ministère, impliquant les plus hautes autorités.

3-2-2) les recettes extérieures (aides budgétaires et dons)

Au cours de l'exercice budgétaire 2021 et à travers le tableau N°4 ci-dessous, les recettes extérieures sont réalisées à hauteur de 38 570 887 062 fc .

T4-Tableau récapitulatif des recettes extérieures.

Ressources Extérieures	LDFI 2021	LDFR 2021	Réalisations 2021	Taux de réalisation / LDFR
Recettes externes (Dons)	54 518 908 027	60 958 313 611	38 570 887 062	63,27%
<i>dont:</i> Aides budgétaires	4 500 000 000	4 500 000 000	3 944 792 317	87,66%
Projets (y compris fonct.et assist.tech.)	50 018 908 027	56 458 313 611	34 626 094 745	61,33%

Source : DGB 2021

En termes de ressource, le tableau ci-dessus présente le niveau de mobilisation de recettes extérieures en rapport avec les prévisions rectificatives de 2021. Ainsi on constate que le taux global de réalisation s'est élevé à 63.27%. Toutefois, l'aide budgétaire octroyé représente une part significative de 87,66% par rapport aux annonces. Ceci a donné un coup de souffle dans notre budget. Ce qui a permis à l'amélioration du solde budgétaire.

3-2 Les Dépenses

En ce qui concerne les dépenses, elles sont exécutées à hauteur de 98 855 694 987fc. Elles représentent 78,13% par rapport aux prévisions.

T5-Tableau des dépenses

LIBELLE	LDFI 2021	LDFR 2021	Exécutions 2021	Taux de réalisation/LDFR	Exécutions 2020	TV 20/21
DEPENSES TOTALES	122 367 318 318	126 525 326 157	98 797 834 305	78,09%	71 202 049 093	38,76%
Dépenses courantes	54 373 647 300	52 704 150 489	50 017 826 445	94,90%	46 212 250 604	8,23%
Dépenses courantes primaires	53 640 489 300	51 769 948 604	49 226 634 295	95,09%	45 665 813 199	7,80%
Traitements et salaires	29 830 077 700	28 675 915 475	28 341 581 145	98,83%	27 532 626 093	2,94%
Biens et services	10 949 975 000	10 492 246 529	9 894 672 669	94,30%	9 222 597 414	7,29%
Transferts	12 860 436 600	12 601 786 600	10 990 380 481	87,21%	8 910 589 692	23,34%
Intérêts de la dette	733 158 000	934 201 885	791 192 150	84,69%	546 437 405	44,79%
Investissement	67 993 671 018	73 821 175 668	48 780 007 860	66,08%	22 656 652 730	115,30%
Investissement financement intérieure	14 842 001 583	14 842 001 583	10 887 876 155	73,36%	5 280 951 516	106,17%
Investissement/financement extérieur	50 018 908 027	56 458 313 611	34 626 094 745	61,33%	17 375 701 214	99,28%
Amortissement	3 132 761 408	2 520 860 474	3 266 036 960	129,56%	2 333 145 759	39,98%

Source : DGB 2021

La lecture du tableau ci-dessus nous permet d'apprécier le niveau d'exécution des dépenses par nature économique.

Il s'agit pour cette partie de présenter le niveau d'exécution des dépenses par natures économiques et Administrative.

3-2-1) Les dépenses par nature économiques

Pour les dépenses du salaire du personnel, elles sont exécutées à hauteur de 28 341 581 145FC, soit 98,83% par rapport aux prévisions

Pour les Biens et Services, ils sont exécutés à hauteur de 9 894 672 669, soit 94,30% par rapport aux prévisions.

En ce qui concerne les transferts, ils sont exécutés à hauteur de 10 990 380 488fc soit, **87,21% par rapport aux prévisions.**

Quant aux dépenses d'investissements, elles sont exécutées à hauteur de 45 513 970 900 FC

Elles sont composées d'un financement intérieur et un financement extérieur.

Et en ce concerne le financement intérieur, ils sont exécutés à hauteur de 10 887 876 155 FC. Soit, 73,36% par rapport aux prévisions.

Quant au financement extérieur, ils sont exécutés à hauteur de 34 626 094 745fc soit, 61,33% par rapport aux prévisions.

Pour la dette, elle est composée des intérêts et des amortissements.

Pour l'intérêt de la dette, il est exécuté à hauteur de 791 142 150fc soit 84,69% par rapport aux prévisions.

Quant aux amortissements de la dette publique, ils sont exécutés à hauteur de 3 266 036 960fc soit, 129,56% par rapport aux prévisions.

3-2-2 Les dépenses par nature administrative

a) REMUNERATION

T6- Tableau de répartitions des dépenses de rémunération par division administrative

Tableau N° 2-1a REMUNERATION DU PERSONNEL					
Code Min	MINISTERE	PREVISION	ORDONNANCEMENT	PAIEMENT	TAUX D'EXE EN %
1	Assemblée de l'Union	620 417 800	620 261 082	620 261 082	2,19%
2	Cour Suprême	317 694 050	319 030 618	319 030 618	1,13%
4	Présidence de l'union	5 441 960 710	5 203 948 160	5 203 948 160	18,36%
5	Ministère de la santé et Solidarité	1 296 201 979	1 304 224 568	1 304 224 568	4,60%
6	Ministère justice et FOP	1 336 694 410	1 149 989 811	1 149 989 811	4,06%
7	Ministère des Affaires Etrangères	913 615 784	930 134 041	930 134 041	3,28%
8	Ministère des Finances et du Budget	3 233 070 245	3 184 939 543	3 184 939 543	11,24%
9	Ministère des Postes télécoms	72 982 966	48 333 764	48 333 764	0,17%
10	Ministère production	574 234 997	665 519 124	665 519 124	2,35%
11	Ministère économie	322 550 612	485 757 421	485 757 421	1,71%
12	Ministère de l'Education	11 482 623 521	11 555 822 713	11 555 822 713	40,77%
13	Ministère de l'Intérieur	1 474 655 310	1 451 412 081	1 451 412 081	5,12%
14	Ministère de la Jeunesse et Emploi	112 639 199	160 038 864	160 038 864	0,56%

15	Ministère Transport Maritimes	72 802 160	46 374 600	46 374 600	0,16%
16	Ministère de l'Aménagement	277 402 502	247 234 865	247 234 865	0,87%
17	Gouvernorats	922 378 395	926 289 060	926 289 060	3,27%
18	Ministère de l'Energie, de l'eau et des Hydrocarbures	27 406 399	31 213 332	31 213 332	0,11%
	Dépenses communes	176 584 436	11 057 498	11 057 498	0,04%
31	Total Général	28 675 915 475	28 341 581 145	28 341 581 145	100,00%

Source : DGB mars 2021

On constate à la lecture du tableau de répartition des rémunérations que globalement il n'y pas de dépassement du plafond prévisionnel de cette rubrique. Le taux d'exécution globale est de 98.82%.

Toutefois, certains ministères ont exécuté à la hausse leurs dotations par rapport à leurs prévisions. Ceci est dû : (i) au remaniement du gouvernement qui a démantelé plusieurs directions, (ii) la non exécution du budget tel qu'il a été voté, (iii) la régularisation administrative des agents de l'Etat partant à la retraite et n'ayant pas pris en compte dans le budget.

b) Biens et Services

T7- Tableau de répartition des dépenses de fonctionnement par division administrative

Tableau 2-1b : BIENS ET SERVICES PAR MINISTERE (en FC)				
Code institution et Ministère	MINISTERE	PREVISION	EXECUTION	TAUX D'EXE EN %
1	Assemblée de l'Union	457 500 000	457 500 000	100,00%
2	Cour Suprême	104 015 369	104 015 368	100,00%
4	Présidence de l'union	2 180 893 372	2 175 585 316	99,76%
5	Ministère de la santé et Solidarité	64 791 981	4 235 450	6,54%
6	Ministère justice et FOP	182 273 771	89 490 930	49,10%
7	Ministère des Affaires Etrangères	157 570 116	83 374 026	52,91%
8	Ministère des Finances et du Budget	740 244 501	744 041 917	101,94%
9	Ministère des Postes télécoms	7 420 000	1 100 000	14,82%
10	Ministère production	46 211 657	8 646 250	16,04%
11	Ministère économie	12 856 926	4 001 075	40,72%
12	Ministère de l'Education	556 532 630	367 247 860	65,70%
13	Ministère de l'Intérieur	1 103 571 159	1 385 222 281	125,52%
14	Ministère de la Jeunesse et Emploi	54 838 300	1 084 000	4,86%
15	Ministère Transport Maritimes	10 520 000	3 894 450	37,02%
16	Ministère de l'Aménagement	55 511 500	3 646 600	6,57%
17	Gouvernorats	416 395 000	5 600 000	1,34%
18	Ministère de l'Energie, de l'eau et des Hydrocarbures	2 825 424	1 350 000	47,78%
31	Dépenses communes	4 338 274 823	4 454 637 146	102,68%
	Total Général	10 492 246 529	9 894 672 669	94,41%

Source : DGB mars 2021

Globalement on constate que le plafond prévisionnel des crédits liés à la rubrique « biens et services » n'a pas été dépassé. Le taux global d'exécution s'élève à 94,41%.

Toutefois, certains ministères ont exécuté leurs dotations à la hausse notamment le ministère de finances, le ministère de l'intérieur et la charge commune.

Pour le ministère de finances, cette exécution à la hausse est dû au contrat de sous traitante surestariée de Moroni Terminal et les imprimés des visites techniques.

Quant au ministère de l'intérieur, elle est due au contrat de sous traitante de SEMLEX et des documents d'Etat civil.

En ce qui concerne le dépassement de la « charge commune », il est dû aux missions extérieures.

c) Les Transferts

T8- Tableau de répartition de l'exécution des crédits de transferts par division administrative

Tableau 2-1c : TRANSFERTS PAR MINISTERE (en FC)				
Code Min	INSTITUTION ET MINISTERE	PREVISION	EXECUTION	TAUX D'EXE EN %
1	Assemblée de l'Union	126 000 000	126 000 000	100,00%
2	Cour Suprême	18 625 000	18 625 000	100,00%
4	Présidence de l'union	394 816 000	307 362 000	77,85%
5	Ministère de la santé et Solidarité	3 984 817 903	3 511 008 226	88,71%
6	Ministère justice et FOP	100 351 540	85 358 515	85,06%
7	Ministère des Affaires Etrangères	57 000 000	39 000 000	68,42%
8	Ministère des Finances et du Budget	14 600 000	12 100 000	82,88%
9	Ministère des Postes télécoms	34 680 000	120 270 000	346,80%
10	Ministère production	483 755 716	948 628 785	196,10%
11	Ministère économie	145 000 000	133 250 000	91,90%
12	Ministère de l'Education	1 477 438 492	1 413 359 915	95,66%
13	Ministère de l'Intérieur	668 193 398	408 000 000	98,77%
14	Ministère de la Jeunesse et Emploi	914 900 000	623 937 500	68,20%
15	Ministère Transport Maritimes	20 400 000	10 200 000	50,00%
16	Ministère de l'Aménagement	121 040 000	121 040 000	100,00%
18	Ministère de l'Energie, de l'eau et des Hydrocarbures	2 268 319 580	1 579 045 902	69,61%
31	Dépenses communes	1 771 848 971	1 533 194 637	86,53%
	Total Général	12 601 786 600	10 990 380 481	89,40%

Source : DGB mars 2021

D'après le tableau ci-dessus, l'exécution des dépenses de transfert est globalement maîtrisée à hauteur de 89,40% par rapport à la prévision. Toutefois deux ministères ont exécuté à la hausse leurs prévisions notamment le ministère de télécommunication et celui de la production.

Pour ce qui est du ministère des télécommunications, le dépassement est dû à l'appui d'urgence pour la lutte contre la propagation de la pandémie de la covid-19 basée sur la création de la plateforme numérique de l'enseignement.

Pour le ministère de la production et de l'environnement, le dépassement est dû à l'appui au secteur agricole pour rehausser le niveau de la production des denrées alimentaires ainsi qu'à l'agence de gestion des déchets.

2-3 POUR LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

a) Les Investissements sur financement intérieur

T9- Tableau de répartition de l'utilisation des crédits d'investissements sur ressources intérieures

CODE	Institution et MINISTERE	Prévision intérieure	Exécution	Taux execu/previ	taux execut/total executé
1	ASSEMBLEE DE L'UNION	16 500 000	16 500 000	100%	0,15%
2	COUR SUPREME	7 000 000	7 000 000	100%	0,06%
4	PRESIDENCE DE L'UNION				0,00%
5	MINISTERE DE LA SANTE	5 610 350 412	2 893 284 412	52%	26,57%
6	MINISTERE DE LA JUSTICE	11 200 000	4 199 700	37%	0,04%
7	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERS	-	-		0,00%
8	MINISTERE DES FINANCES,	-	721 459 425		6,63%
9	MINISTERE DES POSTES, TELECOM	-	-		0,00%
10	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	3 830 000 000	3 808 973 226	99%	34,98%
11	MINISTERE DE L'ECONOMIE	-	-		
12	MINISTERE D'EDUCATION NATIONALE	105 000 000	-		
13	MINISTERE DE L'INTERIEUR	-	383 734 845		3,52%
14	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI	-	-		
15	MINISTERE DES TRANSPORTS				0,00%
16	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT	1 973 889 122	1 959 487 282	99%	18,00%
17	SUPER STRUCTURE DES ENTITES	250 000 000	27 000 000	11%	0,25%
18	MINISTERE DE L'ENERGIE	1 545 000 000	476 382 345	31%	4,38%
31	DEPENSES COMMUNES	1 493 062 049	589 854 920	40%	5,42%
	TOTAL	14 842 001 583	10 887 876 155	73,36%	100,00%

Source : DGB mars 2021

D'après le tableau ci-dessus, on constate que les dépenses d'investissement sont exécutées à hauteur de 73,36% par rapport à la prévision. En analysant l'exécution par ministère par rapport à l'investissement total, on constate que le ministère de la sante qui présente 26,57% est du par le chantier de construction du CHU el-Maarouf et la construction du centre d'Imagerie à el-Maarouf ; pour le ministère de finances présentant 6,60% pour l'achat des actions à la BDC du groupe Duval n'ayant pas été prévu ni dans la loi de finances initiale, ni dans le rectificatif ; pour le ministère de la production présente 34,82% est du par la relance du chantier de construction de l'hôtel galawa ; pour le ministère de l'aménagement qui présente 17,91% pour la construction des routes de serehini, drouani, mboudé- bambao, djoumoichungu, mdjoiezi, extension du réseau urbain de fomboni, balisage du port de Boingoma Mohéli.

D'une manière générale, ces investissements présentent un ratio de 19,30% par rapport aux recettes internes réalisées. Ce qui montre la volonté du gouvernement de relancer l'économie suivant la politique publique à travers le plan Comores émergent (PCE) à l'horizon 2030.

b) Les Investissements sur financement extérieur

T10- Tableau des dépenses réalisées sur ressources extérieures hors appui budgétaire et dons.

Ressources et Charges	LDFI 2021	LDFR 2021	Exécutions 2021	Taux d'exc. en% / LDFR
Dépense des Investissements sur financement extérieur	50 018 908 027	56 458 313 611	34 626 094 745	61,33%
Maintenance projets (fin. extérieur)			5 436 757 364	
Assistance technique (fin. extérieur)			3 287 071 070	
Investissement sur ressources extérieures	50 018 908 027	56 458 313 611	15 012 618 418	26,59%
Transferts aux Ménages			10 889 647 893	

Source : CGP

D'après le tableau ci-dessus, les ressources extérieures sont exécutées à hauteur de 58% par rapport à la prévision. Ce taux d'absorption est moins significatif par rapport aux attentes. Ceci est dû à la lourdeur des procédures de décaissements et les conditionnalités parfois trop contraignantes.

On constate que l'investissement réel sur financement extérieur représente seulement 23% par rapport à la prévision. Néanmoins, il présente 40% par rapport au montant total exécuté. En ce qui concerne le transfert aux ménages, il présente 33,35% par rapport au montant total exécuté.

IV- LA DETTE PUBLIQUE

Tableau de réalisation de la dette publique

Libellés	Prévision LDFR 2021	prévision ldf 2021	Réalisation	Ecart/LDFR 2021	%/LDFR
Amortissement de la Dettes Publique	3 132 761 408	2 520 860 474	3 266 036 960	745 176 486	130%

D'après ce tableau on constate que le niveau d'exécution de la dépense liée à la dette publique dépasse largement les prévisions. Ce dépassement est dû par la prise en charge d'apurement de certains arriérés accumulés dans les banques commerciales locales.

Tableau récapitulatif des réalisations budgétaires et des principaux ratios.

INDICATEURS BUDGETAIRES2021	
Recettes fiscales / PIB	8,67%
Salaire / recettes fiscales	60,43%
Solde budgétaire/PIB	0,67%
Investissement Interne / recettes internes	19,30%
recettes internes / PIB	10,48%
Investissement Interne / PIB	2,02%

On constate suivant les indicateurs budgétaires, une amélioration dans la gestion budgétaire notamment le ratio « salaires /recette fiscale ».

Cependant, on constate que l'Etat a consacré une proportion de 2,02% d'investissement interne sur un taux de 10,48% de recettes internes pour les travaux des infrastructures économiques du pays.

V- CONCLUSION

L'analyse de l'exécution du budget montre clairement que l'engagement du gouvernement pour une relance de l'économie est devenu significative suite aux allègements des mesures barrières.

Globalement à la fin décembre 2021, les ressources budgétaires mobilisées sont établies à hauteur de 95 334 879 970 FC correspondant à un taux de réalisation de 84,77% par rapport aux prévisions.

Le niveau de mobilisation de recettes internes est à hauteur de 56 763 992 908 FC soit un taux de 110,20% par rapport aux prévisions.

Quant à la mobilisation de recettes externes, elle est à hauteur de 38 570 887 062 soit un taux de réalisation de 63,27% par rapport aux prévisions.

Cependant, l'exécution des dépenses en fin décembre a atteint un taux de consommation global de 78,13% par rapport aux crédits votés.

Certains ministères ont l'agrément dépassé leurs crédits au-delà de la moyenne notamment le ministère de Finances, Intérieur et « dépenses communes » sur le rubrique Biens et services, également les ministres de télécommunication, l'Agriculture et pêche sur le rubrique de Subvention et enfin les ministères des Affaires Etrangères, Poste et Telecommunication, économie et jeunesse et sport sur le rubrique Salaire.

Ainsi le principe solde Budgétaire est amélioré par rapport à la prévision.

Nous constatons suite à cette situation :

- Un taux de recouvrement des recettes fiscales robustes et vigoureux;
- Une maîtrise des dépenses lors de l'exécution suite aux engagements des autorités.

Par ailleurs, certaines réformes des finances publiques ont pu être poursuivies à la normale tandis que d'autres ne sont toujours pas encore bien maîtrisées dans leurs mise en œuvre, même si des efforts, dans ce sens, sont en cours pour réussir.

Cette performance est le résultat obtenu par l'implication de toutes les parties prenante sur le circuit de la gestion de finance publique. Malgré la crise sanitaire de la Covid -19, les résultats obtenus restent satisfaisant.